REGINA SOLOVÁ

Université de Wrocław

LES NOMS PROPRES ET LES NORMES DE TRADUCTION.
SUR L'EXEMPLE DES NOMS DE JURIDICTIONS CIVILES
FRANÇAISES ET POLONAISES TRADUITS PAR
LES CANDIDATS À LA PROFESSION DE TRADUCTEUR
ASSERMENTÉ

0. INTRODUCTION

Dans notre étude, nous nous proposons d'analyser le traitement des noms propres dans les épreuves d'examen des candidats traducteurs assermentés en Pologne, en nous concentrant sur les noms des juridictions civiles qui, en tant qu'éléments situés à cheval entre la langue et la culture, impliquent des difficultés de traduction. Notre analyse visera à dégager les normes qui sont destinées à étayer les évaluations des traductions lors de l'examen et qui pourraient éventuellement être utilisées dans les supports didactiques adressés aux apprentis traducteurs. Il convient de constater, comme l'a déjà fait Joanna Dybiec-Gajer¹, que l'examen des traducteurs assermentés en Pologne est un examen à enjeux élevés (*high-stakes examination*) et, en tant que tel, pourrait (devrait ?) devenir une source de normes de traduction en fournissant des données sur les conceptions de qualité de la traduction ainsi que sur les méthodes d'évaluation de celle-ci.

L'évaluation des traductions exige des critères ou normes, compris comme 'modèles à suivre', qui sont difficiles à établir (ce que montre l'histoire du Système canadien d'appréciation de la qualité linguistique², l'expérience d'évaluations

¹ J. Dybiec-Gajer, *Zmierzyć przekład? Z metodologii oceniania w dydaktyce przekładu pisemnego*, Universitas, Kraków 2013, pp. 54, 157.

² R. Larose, 1998, « Méthodologie de l'évaluation des traductions », *Meta* 43/2, pp. 163–186.

parallèles d'une même traduction³ ou l'évolution de l'examen organisé par l'Association des Traducteurs Américains — ATA [American Translators Association⁴], mais indispensables, surtout dans la situation de sélection des traducteurs professionnels. Les critères d'évaluation officiels appliqués lors de l'examen à la profession de traducteur assermenté en Pologne ne sont présentés que dans un arrêté ministériel (*Rozporządzenie Ministra Sprawiedliwości z dnia 24 stycznia 2005 r. w sprawie szczegółowego sposobu przeprowadzenia egzaminu na tłumacza przysięgłego* [Arrêté du Ministre de la Justice du 24 janvier 2005 fixant les modalités détaillées de l'examen d'accès à la profession de traducteur assermenté])⁵, qui est un acte normatif et qui, par sa nature, reste assez général⁶. Le candidat traducteur peut y lire, entre autres, que la partie écrite de l'examen consiste à traduire quatre textes dont chacun est noté séparément sur 50 points, selon les critères suivants :

- 1) conformité du contenu de la traduction à celui de l'original (dix points maximum) ;
- 2) terminologie et phraséologie de la langue de spécialité (quinze points maximum) ;
- 3) correction grammaticale, lexicale et orthographique (dix points maximum) ;
- 4) emploi du registre de langue approprié au genre du texte (dix points maximum) ;
- 5) connaissance des règles formelles régissant la traduction certifiée (cinq points maximum).

Dans la partie écrite, le candidat peut obtenir 200 points maximum. Il est reçu à partir du seuil de 150 points.

À la lecture de ce passage de l'arrêté, deux remarques s'imposent : premièrement, selon le système de notation présenté, l'utilisation de la terminologie et de la phraséologie appropriées compte plus que le transfert du sens (quinze points contre dix). Deuxièmement, on n'apprend rien sur les stratégies de traduction attendues par le jury d'examen, autrement dit, sur les normes de l'attente (*expectancy norms*), selon la terminologie d'Andrew Chesterman⁷.

Faute d'indications précises de la part du jury d'examen sur les critères d'évaluation des traductions, les candidats traducteurs qui sont à la recherche de « modèles à suivre » consultent probablement des dictionnaires

³ N. Paprocka, *Erreurs en traduction pragmatique du français en polonais. Identifier, évaluer, prévenir*, Leksem, Łask 2005, pp. 183–193.

⁴ J. Dybiec-Gajer, *op. cit.*, pp. 150–157.

⁵ *Dz.U. z dnia 26 stycznia 2005 r. nr 15 poz. 129* [J.O. du 26 janvier 2005, N° 15, texte 129].

⁶ La question de la généralité des critères de l'examen est soulevée, entre autres, par L. Zieliński dans son article « Egzamin na tłumacza przysięgłego a norma i jakość przekładu tekstów prawnych oraz prawniczych », *Rocznik Przekładoznawczy* 6, 2011, pp. 126–127 ainsi que par J. Dybiec-Gajer, *op. cit.*, p. 148.

⁷ A. Chesterman, « From 'Is' to 'Ought' : Laws, Norms and Strategies in Translation Studies », *Target* 5/1, 1993, p. 8 ; *idem*, *Memes of translation. The spread of ideas in translation theory*, Benjamins, Amsterdam–Philadelphia 1997, pp. 64–70.

bilingues et ouvrages sur la traduction certifiée, la traduction juridique et la traduction en général. Mais cette tâche est loin d'être facile car les prescriptions contenues dans ces supports sont parfois contradictoires⁸ et peuvent donner lieu à des erreurs. De plus, comme le remarque Dybiec-Gajer⁹, les candidats ne reçoivent lors de l'examen aucun cahier des charges précisant la finalité de la traduction, le public destinataire ou le cadre géographique.

1. TRADUCTIONS DES NOMS DE JURIDICTIONS CIVILES ET RÉSULTATS DE LEUR ÉVALUATION

Pour connaître les critères détaillés appliqués par le jury lors de l'épreuve écrite, nous allons analyser un corpus constitué d'une soixantaine de copies d'examen de candidats à la profession, pour la paire de langues français-polonais.

Dans notre analyse, nous procéderons par étapes : d'abord, nous analyserons les traductions des noms propres (noms des juridictions civiles), ensuite, nous étudierons les résultats de leur évaluation pour les comparer aux prescriptions contenues dans les ouvrages normatifs. Cette analyse visera à dégager les normes (critères) implicites qui pourraient éventuellement servir aux candidats à la profession de traducteur assermenté.

Le choix des noms des tribunaux et cours a été dicté par leur fréquence importante dans les textes à traduire ainsi que par le fait qu'ils représentent un cas modèle d'éléments issus de deux systèmes incompatibles : celui des juridictions polonaises et celui des juridictions françaises.

Il convient de préciser que chaque copie a été évaluée par une seule personne. L'évaluateur X a noté les traductions vers le polonais, l'évaluateur Y les traductions vers le français. Nous présentons le matériel analysé sous la forme de tableaux dans lesquels les éléments en gras correspondent aux passages soulignés par l'évaluateur et les rubriques dénommées *évaluation* contiennent ses remarques : le type d'erreur, s'il y en a une, ainsi que le nombre de points enlevés. Le point d'interrogation signifie que nous avons un doute quant au nombre de points enlevés.

1.1. TRADUCTIONS DES NOMS DE JURIDICTIONS CIVILES FRANÇAISES

Nous commencerons notre analyse par la traduction du français en polonais des noms de juridictions judiciaires tirés des examens organisés entre 2005 et 2010 :

⁸ Voir à ce propos: R. Solová, *Norma i praktyka w przekładzie tekstów skonwencjonalizowanych. Na materiale tłumaczeń poświadczonych z języka polskiego na język francuski i z języka francuskiego na język polski*, ATUT, Wrocław 2013, pp. 88–90.

⁹ J. Dybiec-Gajer, *op. cit.*, p. 89.

Tableau 1. Traductions du nom *Tribunal de grande instance de Strasbourg* et évaluations

Nom	Traduction	Évaluation
Tribunal de Grande Instance de Starsbourg (orthographe originale) (texte : Signification d'ordonnance du 21 septembre 2005)	(1) Sąd drugiej instancji w Strasbourgu (21.9.2005 — 2)	—
	(2) Sąd drugiej instancji w Strasbourgu (21.9.2005 — 5)	—
	(3) Trybunał Wielkiej Instancji w Strasbourgu (21.9.2005 — 4)	—
	(4) Sąd Wielkiej Instancji w Strasbourgu (21.9.2005 — 8)	—
	(5) Sąd Wielkiej Instancji w Sz trასbourg (21.9.2005 — 7)	orthographe — 1 point (?)
	(6) Sąd powszechny pierwszej instancji w Strasbourgu (21.9.2005 — 1)	phraséologie — 1 point
	(7) Sąd w Strasbourgu (21.9.2005 — 3)	contenu — 1 point
	(8) Sąd w Strasbourgu (Tribunal de Grande Instance de Strasbourg) (21.9.2005 — 9)	contenu — 1 point

L'analyse des copies évaluées montre que plusieurs équivalents du terme *tribunal de grande instance* sont acceptés par l'évaluateur : *Sąd* ou *Trybunał drugiej* ou *Wielkiej i/Instancji*. Est considéré comme erreur *Sąd **pierwszej** instancji* et la généralisation *Sąd* même si elle est suivie du terme original, comme dans l'exemple 8. On peut remarquer aussi que deux versions du toponyme français sont correctes pour l'évaluateur : *Strasbourg* et *Strasburg*. Une troisième proposition, *Sztrასburg*, est qualifiée de faute d'orthographe.

Quatre ans plus tard, un nom semblable réapparaît dans un texte à traduire. Il est alors traduit et évalué de la manière suivante :

Tableau 2. Traductions du nom *Tribunal de grande instance de Bonville* et évaluations

Nom	Traduction	Évaluation
Tribunal de Grande Instance de Bonville (orthographe originale) (texte : Citation à témoin en matière pénale du 14 septembre 2009)	(9) Sąd Wielkiej Instancji w Bonville (14.9.2009 — 4, 9, 10, 11, 12)	—
	(10) Sąd Pierwszej Instancji w Bonville (14.9.2009 — 5)	—
	(11) Sąd Powszechny Pierwszej Instancji w Bonville (14.9.2009 — 1)	élément souligné mais aucune perte de points
	(12) Sąd Okręgowy w Bonville (14.9.2009 — 2)	—
	(13) Tribunal de Grande Instance [Sąd Wielkiej Instancji] w Bonville (14.9.2009 — 8)	terminologie — 1 (?)
	(14) Sąd Okręgowy (Tribunal de Grande Instance) w Bonville (14.9.2009 — 6)	contenu — 1 (?)
	(15) Trybunał Wielkiej Instancji (odp. Sądu Grodzkiego) w Bonville (14.9.2009 — 7)	contenu — 1 (?)
	(16) Sąd Administracyjny w Bonville (14.9.2009 — 3)	Traduction non validée, il manque plus d'un tiers du texte

Selon les résultats de l'évaluation, trois équivalents du terme français sont correctes : *Sąd Wielkiej Instancji* (choisi par cinq candidats sur douze), *Sąd (Powszechny) Pierwszej Instancji* (équivalent qualifié de fautif lors de l'examen précédent ci-dessus) et *Sąd Okręgowy*. L'évaluateur n'accepte pas le procédé de traduction qui consiste à citer le nom en langue originale et à mettre sa traduction entre crochets (exemple 13), ni le procédé inverse dans lequel la traduction du nom propre est suivie du terme original entre parenthèses (14). Est également considéré comme fautif un ajout entre parenthèses qui indique un équivalent du tribunal français dans le système juridique polonais (15). Le dernier exemple cité est tiré d'une traduction inachevée qui n'a pas été validée et où, par conséquent, l'évaluateur n'a pas donné de précisions sur la nature des erreurs.

Le toponyme présent dans le texte original est un nom fictif. Tous les candidats l'ont reproduit tel quel dans le texte cible et l'évaluateur n'a fait aucune remarque sur cet élément.

Le nom du TGI réapparaît pour la troisième fois lors d'un examen organisé en 2010. Ses traductions et leur évaluation sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 3. Traductions du nom *Tribunal de grande instance de la Seine* et évaluations

Nom	Traduction	Évaluation
Tribunal de Grande Instance de la Seine (orthographe originale)	(17) Trybunał Wielkiej Instancji (25.2.2010 — 9)	—
	(18) Sąd Wielkiej Instancji Seine (25.2.2010 — 10)	signe de correction suggérant un ajout devant <i>Seine</i> , contenu — 1 (?)
(texte : Mandat de dépôt du 25 février 2010)	(19) Trybunał Wielkiej Instancji la Seine (25.2.2010 — 6)	contenu — 1 (?)
	(20) Trybunał Wyższej Instancji Sekwany (25.2.2010 — 5)	contenu — 1 (?)
	(21) Sąd Wyższej Instancji w Seine (25.2.2010 — 3)	registre — (?) points
	(22) Sąd Drugiej Instancji de la Seine (25.2.2010 — 13)	terminologie — 1 (?), contenu — 1 (?)
	(23) Sąd de Grande Instance [sąd wyższej instancji we francuskim systemie sądownictwa — uw. tłum.] w Seine (25.2.2010 — 4)	contenu — 1 (?), signe de correction suggérant un ajout devant <i>Seine</i> , contenu — 1 (?)

Selon les résultats de l'évaluation, les équivalents corrects du TGI sont : *Trybunał/Sąd Wielkiej Instancji* et *Trybunał/Sąd Wyższej Instancji*. *Sąd Drugiej Instancji* est considéré comme une erreur de terminologie. Le nom hybride mi-polonais mi-français avec une note du traducteur : *Sąd de Grande Instance* (23) est qualifié d'erreur de contenu.

Conformément aux résultats de l'évaluation, aucun traducteur n'a rendu de manière satisfaisante le nom du département de la Seine, entité administrative qui n'existe plus depuis 1968. L'examen des copies permet de supposer que l'évaluateur

s'attendait à un ajout devant le nom du département (signe de correction suggérant un ajout), tel *Trybunał Wielkiej Instancji w [departamencie] Seine*. Remarquons aussi que l'évaluateur n'a pas noté l'omission du nom du département dans l'exemple 17.

Une fois dressée la liste des solutions acceptées, il convient de la comparer avec les normes explicites énoncées dans les supports adressés aux traducteurs, tels les guides et manuels de traduction.

Selon les auteurs des ouvrages normatifs, la traduction certifiée se caractérise par l'emploi d'équivalents formels. Les omissions, ajouts ou corrections sont inadmissibles. En règle générale, la traduction certifiée doit garder le lien avec la culture source. Le traducteur assermenté utilise souvent le procédé de traduction littérale lors de la traduction des titres et grades universitaires, noms d'institutions, d'écoles, d'entreprises, etc.¹⁰. En prenant en considération cette règle, il faut admettre que toutes les traductions littérales (*Sąd/Trybunał Wielkiej Instancji*) sont correctes. Nous avons vu que cet avis est partagé par l'évaluateur.

Une étude plus détaillée des ouvrages prescriptifs montre cependant que la question de la traduction des noms de juridictions est très complexe. L'article 34 du *Code du Traducteur Assermenté* (CTA)¹¹, considéré comme guide de base pour les (futurs) traducteurs assermentés (version de 2005 qui correspond à la période où les examens analysés ont été organisés), stipule que les noms propres, tels les prénoms, noms, noms d'institutions, de communes et d'entités physiographiques sont cités en version originale lors de leur première apparition dans le texte. Cette prescription n'est pas précise car elle n'indique pas de marche à suivre pour les emplois suivants du nom dans le même texte. Dans l'article 39 du CTA, on trouve des précisions sur le traitement des noms qui apparaissent sur des certificats et diplômes. On peut y lire que le traducteur est obligé de citer « les éléments importants du texte » (tels les titres, grades, noms d'écoles et d'institutions scientifiques, etc.) en version originale et que leur traduction, qui peut apparaître sous la forme d'une note du traducteur entre crochets, doit garder la spécificité du système d'éducation local. En raisonnant par analogie, on peut considérer que les noms d'institutions judiciaires, qui sont des éléments importants dans les textes émanant de ces institutions, doivent être traités de la même manière que les noms propres sur les diplômes et certificats.

Les exemples cités montrent que la règle inscrite dans le CTA n'est respectée qu'une seule fois (13). Mais ce qui peut vraiment surprendre, c'est que son application est rejetée par l'évaluateur qui la qualifie d'erreur de terminologie.

Dans un autre passage, en revanche, les résultats de l'évaluation correspondent aux prescriptions du CTA selon lequel il n'appartient pas au traducteur de constater l'équivalence entre les organismes¹². Ainsi, la traduction de l'exemple

¹⁰ J. Pieńkos, *Podstawy przekładoznawstwa. Od teorii do praktyki*, Zakamycze, Kraków 2003, p. 122–123 ; A.D. Kubacki, *Tłumaczenie poświadczone. Status, kształcenie, warsztat i odpowiedzialność tłumacza przysięgłego*, LEX, Warszawa 2012, p. 147.

¹¹ D. Kierzkowska (dir.), *Kodeks tłumacza przysięgłego z komentarzem*, TEPIS, Warszawa 2005, p. 53.

¹² *Ibidem*, p. 54.

15 : *Trybunał Wielkiej Instancji (odp. Sądu Grodzkiego)* (littéralement : Tribunal de Grande Instance [équivalent de *Sąd Grodzki*]) est jugée incorrecte.

Artur Kubacki, auteur de plusieurs ouvrages sur la traduction certifiée, lui-même traducteur assermenté, professeur et expert du jury d'examen, propose un autre procédé de traduction des noms. Dans ses traductions modèles, les noms, traduits selon la règle de l'équivalence formelle, apparaissent en premier et sont suivis des noms originaux entre crochets¹³. Ce procédé est utilisé dans l'exemple 14, mais le candidat ne respecte pas la règle de l'équivalence formelle et perd un point de la tranche de points accordés pour le contenu. Toutefois, ce qui est pénalisé, ce n'est pas le fait qu'il ait utilisé un nom appartenant au système judiciaire polonais (TGI rendu par *Sąd Okręgowy*), car cette solution, comme le montre l'exemple 12, est acceptable, mais qu'il ait fait un ajout en mettant le nom original entre crochets.

Il convient de souligner que l'ouvrage de Kubacki est postérieur à la date des examens analysés, et que les candidats traducteurs n'ont pas pu s'en inspirer. Les exemples analysés montrent cependant qu'il existe des normes contradictoires (citer le nom original en premier et mettre sa traduction entre crochets vs. traduire le nom et mettre sa forme originale entre crochets). Leur application est tantôt acceptée, tantôt rejetée par l'évaluateur.

On peut pousser notre analyse encore plus loin en citant l'article d'Ewa Betańska sur la traduction des noms des cours et tribunaux du français en polonais et du polonais en français¹⁴. L'auteure commence par préciser qu'il existe une différence d'usage de deux paires de mots : *sąd* et *trybunał*, d'une part, et *tribunał* et *cour* de l'autre. En français, le terme *tribunał* est utilisé dans les noms des juridictions de premier degré (tels le Tribunal de grande instance, Tribunal d'instance, Tribunal de commerce, etc.). Le terme *cour* apparaît dans les noms des juridictions de deuxième degré (Cour d'appel, Cour d'assises, Cour de cassation) ou d'une importance particulière. En polonais, le terme *trybunał* désigne des juridictions à compétences particulières (*Trybunał Konstytucyjny* [Cour constitutionnelle], *Trybunał Stanu* [Cour d'État]) alors que les autres juridictions portent le nom de *sąd* (*sąd rejonowy*, *sąd okręgowy*, *sąd apelacyjny*)¹⁵. Conformément à ces explications, les traductions des exemples 3, 15, 17, 19 et 20 sont inexactes (*tribunał* est rendu par *trybunał*, alors que, selon Betańska, il s'agirait de *sąd*). D'autre part, comme nous l'avons vu, ces traductions ne soulèvent pas d'objections de la part de l'évaluateur. On les trouve également dans certains dictionnaires bilingues, tel le *Dictionnaire de la terminologie juridique français-polonais*¹⁶ où le terme *tribunał de grande instance* est rendu par son équivalent *trybunał wielkiej instancji*.

Une autre remarque est que la traduction cibliste de l'exemple 12 (TGI rendu par *Sąd Okręgowy*, nom de juridiction faisant partie du système cible) n'a pas été

¹³ A. Kubacki, *op. cit.*, p. 369.

¹⁴ E. Betańska, « Nazwy sądów polskich w języku francuskim oraz sądów francuskich w języku polskim », *Lingua Legis* 16, 2008, pp. 77–84.

¹⁵ *Ibidem*, pp. 77–78.

¹⁶ E. Machowska, *Słownik terminologii prawniczej francusko-polski*, LEX, Warszawa 2013.

relevée comme fautive même si, selon la règle générale, dans la traduction juridique, il est conseillé de garder le lien avec la langue-culture source. L'emploi des procédés sourciers s'explique par l'incompatibilité des systèmes juridiques. Betańska apporte des explications plus précises à ce propos : en France, le Tribunal de grande instance est compétent uniquement en droit civil, alors que le tribunal polonais dénommé *sąd okręgowy* est compétent non seulement en droit civil, mais aussi en droit pénal, commercial, du travail, de la famille, etc.¹⁷. Nous pouvons ajouter à ces précisions que le TGI est une juridiction de premier degré. Les traductions des exemples 1 et 2 (*sąd drugiej instancji*, littéralement : *tribunal de deuxième instance*), inspirées probablement par le dictionnaire bilingue de Pieńkos¹⁸ (voir le tableau en annexe 2) ainsi que les traductions des exemples 20 et 21 (*trybunał/sąd wyższej instancji*, littéralement : *cour/tribunal d'instance supérieure*), toutes les quatre acceptées par l'évaluateur, sont donc inexactes. L'équivalent *sąd pierwszej instancji* est traité différemment selon l'année de l'examen : en 2005 il est rejeté par l'évaluateur (6), quatre ans plus tard, il est accepté (10). On voit aussi l'hésitation de l'évaluateur par rapport à l'ajout *powszechny* (de droit commun) qui, en 2005, ne soulève pas d'objection (exemple 6), mais qui est souligné dans une copie de 2009 (11).

En ce qui concerne les noms des villes, les prescriptions du CTA sont claires : leur orthographe doit rester inchangée dans la traduction. Les noms de ville possédant un équivalent dans la langue cible, tel *Paris* — *Paryż*, reçoivent en traduction leur forme connue dans la langue cible¹⁹. La version polonaise du nom français *Strasbourg* est *Strasburg*. De ce point de vue, les noms qui, dans la traduction, reproduisent l'orthographe française (exemples 1, 6, 8) sont incorrectes. Ces traductions, rappelons-le, ont cependant été acceptées par l'évaluateur.

Le deuxième toponyme présent dans le corpus, Bonville, ne correspond à aucun nom de commune en France alors que les autres éléments du texte indiquent qu'il s'agit bien de la France. Cette erreur est probablement involontaire. Il est évident que, pour vérifier la connaissance des règles régissant le traitement des erreurs dans la traduction certifiée, le jury d'examen aurait choisi un toponyme français mieux connu dans le système cible que celui d'une petite commune de 12 000 habitants dénommée Bonneville. Il convient de rappeler que, selon les ouvrages normatifs, tel le CTA, le traducteur est obligé de recopier l'erreur dans la traduction et, si l'erreur concerne un élément important du texte, de la corriger au moyen d'une note du traducteur entre crochets²⁰.

L'analyse des copies évaluées a montré que le nom qui a posé le plus de difficultés aux candidats a été celui du département aujourd'hui disparu de la *Seine*. La Seine a un équivalent en polonais : *Sekwana*, mais son emploi, dans le contexte analysé, pourrait induire en erreur car le lecteur polonais moyen l'associe à un

¹⁷ E. Betańska, *op. cit.*, p. 79.

¹⁸ J. Pieńkos, *Francusko-polski słownik terminologiczny: prawo — ekonomia — handel — stosunki międzynarodowe*, Zakamycze, Kraków 2002.

¹⁹ D. Kierzkowska (dir.), *op. cit.*, pp. 56–58.

²⁰ *Ibidem*, pp. 59–60.

fleuve et non à une division administrative. Dans le cas analysé, il serait peut-être préférable de garder le nom en version originale même s'il possède un équivalent dans la langue cible. D'autre part, l'emploi du nom polonisé ne devrait pas être considéré comme erreur. Une seconde observation concerne l'ajout attendu de l'évaluateur devant le nom propre. Selon la règle générale, dans la traduction certifiée, les ajouts sont interdits. Le traducteur dispose cependant d'un procédé qui lui permet d'intervenir dans le texte cible, s'il le juge nécessaire. Il s'agit de la note du traducteur. Dans l'élément analysé, son emploi semble justifié, voire attendu par l'évaluateur. L'absence de l'ajout [*departament*] devant le nom de la division administrative française rend obscur le texte cible et, dans la situation d'examen, comme nous l'avons vu, fait perdre des points.

1.2. TRADUCTIONS DES NOMS DE JURIDICTIONS CIVILES POLONAISES

Dans la deuxième partie de notre analyse, nous étudierons les traductions des noms des tribunaux et cours du polonais vers le français, tirées des examens organisés entre 2006 et 2010, et nous essayerons de voir si les critères implicites régissant leur évaluation correspondent à ceux que nous avons pu observer dans la première partie de l'analyse.

Commençons par les traductions de *Sąd Rejonowy w Żywcu* qui sont tirées de deux sessions d'examen, l'une organisée en septembre 2006, l'autre, en février 2007.

Tableau 4. Traductions du nom *Sąd Rejonowy w Żywcu* et évaluations

Nom	Traduction	Évaluation
<i>Sąd Rejonowy w Żywcu</i> (texte : <i>Wezwanie na świadka</i> [Citation à témoin] du 27 septembre 2006)	(24) Tribunal Régional de Żywiec (27.9.2006 — 3)	—
	(25) Tribunal Régional à Żywiec (27.9.2006 — 6)	—
	(26) Tribunal d'Arrondissement de Żywiec (27.9.2006 — 4)	—
	(27) Tribunal d'arrondissement de Żywiec (27.9.2006 — 8)	—
	(28) Tribunal d'Instance de Żywiec (27.9.2006 — 5)	—
	(29) Tribunal de District à Żywiec (27.9.2006 — 10)	grammaire — 1
	(30) Tribunal de district à Żywiec (27.9.2006 — 7, 10)	grammaire — 1
<i>Sąd Rejonowy w Żywcu</i> (texte : <i>Postanowienie</i> [Décision] du 15 février 2007)	(31) Parquet Regional [orthographe originale] à Żywiec (27.9.2006 — 9)	terminologie — 1, grammaire — 1
	(32) Tribunal de Grande Instance (instance régionale) à Żywiec (15.2.2007 — 13)	—
	(33) Tribunal régional à Żywiec (15.2.2007 — 14)	—
	(34) Tribunal de District à Żywiec (15.2.2007 — 15, 16)	—

Selon les résultats de l'évaluation, plusieurs équivalents du terme polonais sont acceptés par l'évaluateur : *Tribunal R/régional*, *Tribunal d'A/arrondissement*, *Tribunal de D/district*, *Tribunal d'Instance*, *Tribunal de Grande Instance (instance régionale)*. Le terme *Parquet Régional* (31), qui ne rend pas le sens du nom original, est considéré comme une erreur de terminologie.

Quand au toponyme polonais, deux orthographes sont acceptées : *Żywiec* et *Zywiec* (29). À part cela, on observe une incohérence relative à l'évaluation de la préposition devant le nom de la commune polonaise. La préposition *à* *Żywiec* est tantôt acceptée (25, 32–34), tantôt considérée comme une erreur de grammaire (29–31).

Dans un autre texte proposé à l'examen organisé en septembre 2006, un nom semblable apparaît. Nous présentons ses traductions et les résultats de leur évaluation dans le tableau 5.

Tableau 5. Traductions du nom *Sąd Rejonowy dla m. st. Warszawy* et évaluations

Nom	Traduction	Évaluation
<i>Sąd Rejonowy dla m. st. Warszawy</i> (texte: <i>Pismo procesowe</i> [Pièce du procès] du 27 septembre 2006)	35. Tribunal d'Arrondissement de Varsovie (27.9.2006 — 8)	—
	36. Tribunal Régional pour la ville de Varsovie (27.9.2006 — 9)	—
	37. Tribunal de District à Varsovie (27.9.2006 — 10)	—
	38. Tribunal de la Ville de Varsovie (27.9.2006 — 4)	—
	39. Sąd Rejonowy pour la ville de Varsovie (27.9.2006 — 7)	contenu — 1
	40. omission (27.9.2006 — 3, 5, 6, 11)	contenu — il manque la traduction du pied de page où le terme apparaît — 1

L'examen du tableau permet de constater qu'à la liste d'équivalents du terme *sąd rejonowy* acceptés par l'évaluateur lors des examens précédents, s'ajoute le terme *Tribunal* (38). Le jury n'a pas accepté, en revanche, le procédé qui consiste à citer le nom original sans note du traducteur (39). Quatre candidats n'ont pas traduit le nom du tribunal ; en effet celui-ci, en tant qu'élément du pied de page, a disparu de certaines traductions. Remarquons au passage que l'omission de cette partie du texte a entraîné la perte d'un point, alors que les candidats qui l'ont traduit, mais avec des erreurs, ont pu perdre jusqu'à 1,5 point.

L'évaluateur n'a fait aucune remarque sur la traduction du toponyme (*Warszawa* — *Varsovie*) ni sur les prépositions qui le précèdent (*Tribunal de District à Varsovie*, 37).

L'étude de l'évaluation des traductions du polonais aboutit à des résultats comparables à ceux que nous avons obtenus dans la première partie de l'analyse.

L'éventail d'équivalents acceptés par le jury d'examen est assez large. L'évaluateur accepte les traductions ciblistes qui consistent à remplacer le terme original par un autre emprunté au système cible (*Sąd Rejonowy* rendu par *Tribunal d'Instance* [28] ou *Tribunal de Grande Instance* [32]), procédé en général déconseillé par les auteurs des guides de traduction certifiée. L'évaluateur n'a pas d'objections non plus par rapport à la traduction de *sąd rejonowy* par *tribunal régional*. Pourtant, selon Betańska, l'adjectif *régional* rend compte du champ d'activité du *sąd okręgowy* et non du *sąd rejonowy*. L'auteur propose d'utiliser comme équivalents du terme polonais les termes : *tribunal de district* ou *tribunal d'arrondissement*. En effet, le terme français *arrondissement* rend compte du champ d'activité de *sąd rejonowy*. En même temps, il ne faut pas oublier que le champ d'activité des juridictions polonaises ne coïncide pas avec la division administrative du pays. Pour éviter des imprécisions, on peut utiliser le terme *tribunal de district* car le mot français *district* désigne l'ancienne circonscription territoriale d'une juridiction, comparable en termes d'espace à l'actuel arrondissement²¹.

Il nous semble intéressant d'analyser également les traductions du nom *sąd okręgowy*, terme qui a été utilisé comme équivalent du *tribunal de grande instance* par certains candidats et accepté par l'évaluateur dans les traductions vers le polonais. Nous présentons ses traductions et leur évaluation dans le tableau 6.

Tableau 6. Traductions du nom *Sąd Okręgowy w Krakowie* et évaluations

Nom	Traduction	Évaluation
Sąd Okręgowy w Krakowie (texte : <i>Wyrok</i> [Jugement] du 25 février 2010)	(41) Le Tribunal Régional de Cracovie (25.2.2010 — 6)	—
	(42) Tribunal régional de Cracovie (25.2.2010 — 10)	—
	(43) Tribunal régional [Sąd Okręgowy] de Cracovie (25.2.2010 — 11)	—
	(44) Le Tribunal régional /Sąd Okręgowy/ de Cracovie (25.2.2010 — 12)	—
	(45) Sąd Okręgowy /tribunal de région/ de Cracovie (25.2.2010 — 2)	—
	(46) Le Tribunal de Département à Cracovie (25.2.2010 — 13)	—
	(47) Tribunal de District de Cracovie (25.2.2010 — 1)	—
	(48) Tribunal Local de Cracovie (25.2.2010 — 5)	lexique — 0,5
	(49) Cour de district de Cracovie (25.2.2010 — 9)	terminologie — 1
	(50) La Cour de Région de Cracovie (25.2.2010 — 4, 7)	terminologie — 1
	(51) La Cour Régionale à Kraków (25.2.2010 — 8)	terminologie — 1
	(52) Cour de justice à Cracovie (25.2.2010 — 3)	terminologie — 1

Les exemples du tableau montrent que plusieurs équivalents et plusieurs procédés sont corrects dans le contexte de l'examen. Selon l'évaluateur, les termes

²¹ E. Betańska, *op. cit.*, p. 80.

qui rendent le sens du nom polonais *Sąd Okręgowy* sont : *Tribunal R/régional* ou *de région* (41–45), *Tribunal de Département* (46) et *Tribunal de District* (47). À part cela, tous les procédés de traduction utilisés sont admis par le jury : équivalent français du terme polonais (41, 42, 46, 47), équivalent français suivi du terme original entre crochets ou entre barres obliques (43, 44), et nom original suivi de l'équivalent français entre barres obliques (45). Rappelons que les deux derniers procédés ont été considérés comme incorrects à l'examen du 14 septembre 2009 (tableau 2, exemples 13 et 14). On voit donc que les critères implicites régissant la traduction vers le français ne correspondent pas toujours à ceux que nous avons pu observer dans les traductions vers le polonais.

À la session d'examen analysée, l'évaluateur n'accepte pas l'emploi de l'adjectif *local* en tant qu'équivalent du terme *okręgowy* (48) et le qualifie d'erreur lexicale. Sont également considérées comme fautives les traductions qui contiennent le terme *cour* (*de district, de région, régionale*) (49–51) ainsi que la généralisation *cour de justice* (52).

Nous n'avons relevé aucune remarque sur la traduction du toponyme Kraków. Tous les candidats l'ont rendu par *Cracovie* à une exception près (51). L'évaluateur a également accepté la préposition *à* devant le nom de la ville (*Le Tribunal de Département à Cracovie* [46, 51, 52]).

La comparaison des normes implicites établies par les évaluateurs avec celles que l'on trouve dans les supports normatifs permet de faire les constatations suivantes : les prescriptions explicites et les critères appliqués par le jury d'examen ne sont pas tout à fait cohérents, aussi bien dans la partie relative aux équivalents du nom *Sąd Okręgowy* que dans celle relative à la traduction du toponyme *Kraków*. La preuve: le terme *sąd okręgowy*, selon le dictionnaire d'Ewa Machowska²², peut être traduit par : ***cour de district, cour régionale*** ou ***cour d'arrondissement***. Betańska propose comme équivalent de *sąd okręgowy* le terme français ***cour de région*** (et non ***tribunal régional***) en insistant sur le fait que le mot *cour* correspond mieux au type de juridiction polonaise²³. Cependant, comme le montrent les résultats de l'évaluation, pour le jury d'examen, le terme *cour* est inacceptable.

En ce qui concerne la traduction du nom de la ville, on voit que le jury d'examen est moins ferme que ne le sont les auteurs des ouvrages normatifs. Selon les règles explicites, le nom de *Kraków* se traduit par son équivalent français *Cracovie*. Or le jury accepte également l'emploi du nom polonais dans le texte français. Il convient de remarquer aussi que, selon les règles de la langue française, le nom d'une ville dans un nom d'institution, est précédé de la préposition *de*. L'évaluateur, à cette session d'examen, a accepté également l'emploi de la préposition *à*. Ce phénomène se laisse expliquer probablement par l'accumulation

²² E. Machowska, *Słownik terminologii prawniczej polsko-francuski*, Wolters Kluwer business, Warszawa 2008.

²³ E. Betańska, *op. cit.*, p. 80.

très importante d'erreurs qui amène le correcteur à ne pas relever toutes les fautes commises par les candidats.

C'est par l'accumulation d'erreurs dans les copies d'examen que l'on peut également expliquer une tolérance importante du jury par rapport à l'emploi des lettres majuscules. Selon les normes de la langue polonaise, on met une majuscule à chaque mot des noms d'institutions, offices, organisations, etc. ; par exemple : *Sąd Rejonowy w Krakowie* (SJP²⁴). Les normes de la langue française demandent en revanche une majuscule au premier substantif de la dénomination des organismes gouvernementaux, ainsi qu'à l'adjectif qui le précède (la Cour suprême, la Haute Cour de justice internationale). Cependant, l'usage montre qu'en langue française, ces normes ne sont pas toujours respectées (cf. Tribunal de Grande Instance de Strasbourg, tableau 1 ci-dessus).

2. CONCLUSION

Dans cette étude, nous nous sommes proposée de dégager les normes implicites régissant la traduction des noms de juridictions civiles françaises et polonaises, en analysant les résultats de l'évaluation des copies d'examen des candidats à la profession de traducteur assermenté. Nous avons constaté que ces normes, dans nombre de cas, sont moins strictes que celles qui sont énoncées explicitement dans les ouvrages adressés aux traducteurs. Les ouvrages normatifs, d'ailleurs, contiennent parfois des prescriptions contradictoires. À part cela, les évaluateurs se rendent probablement compte d'un phénomène qu'a remarqué Gideon Toury, à savoir la divergence entre les normes de traduction diffusées par les centres de formation des traducteurs et celles en usage dans la vie réelle²⁵.

C'est peut-être la raison pour laquelle les évaluateurs valident, en règle générale, toutes les solutions qui rendent le sens de l'original. Il arrive cependant que le jury n'accepte pas certaines solutions conformes aux normes de base du CTA, telle la citation du nom propre en version originale suivie de la traduction entre crochets. Il arrive aussi qu'une même solution ne soit pas traitée de façon cohérente par le jury d'examen : l'évaluateur tantôt l'accepte, tantôt la rejette, comme le montre le cas du nom *Tribunal de grande instance* rendu par *Sąd Drugiej Instancji* (littéralement : tribunal de deuxième instance), solution acceptée en septembre 2005 puis considérée comme fautive en février 2010²⁶.

²⁴ *Słownik języka polskiego PWN*, <http://sjp.pwn.pl/zasady/Nazwy-indywidualne-jednostkowe-urzedow-wladz;629403.html>, consulté le 22 novembre 2014.

²⁵ G. Toury, « A Handful of Paragraphs on 'Translation' and 'Norms' », [dans :] Ch. Schäffner (dir.), *Translation and Norms*, Multilingual Matters, Clevedon 1999, p. 26.

²⁶ Cette rectification va cependant dans la bonne direction car on ne peut pas dire que le TGI fait partie des juridictions du deuxième degré.

Les incohérences relevées sont le résultat d'erreurs des évaluateurs. Elles pourraient être éliminées en confiant la correction de chaque copie à deux évaluateurs et en les obligeant à se concerter préalablement sur le mode d'évaluation²⁷. Il ne faut certes pas oublier que toute évaluation est empreinte de subjectivité, mais nous partageons l'opinion de Natalia Paprocka selon laquelle « même si l'idéal d'une objectivité totale ne peut être atteint, il faut au moins le viser, car mieux vaut une objectivité partielle que nulle »²⁸.

Pour conclure, on doit constater que l'analyse des résultats de l'évaluation ne permet pas de fixer des normes qui pourraient être utilisées dans les guides ou autres supports servant aux candidats à la profession de traducteur assermenté, car le système d'évaluation est déficient. Ce que nous pouvons faire, c'est réunir les procédés de traduction des noms d'institutions acceptés par le jury d'examen (voir annexe 1) et présenter sous la forme d'un tableau les noms de juridictions civiles françaises et polonaises et leurs équivalents acceptés ou non par le jury d'examen (voir annexe 2).

Pour revenir à l'examen, nous pouvons confirmer les hypothèses des auteurs qui, sur la base des données accessibles (critères officiels de l'examen, faible taux de réussite lors de l'épreuve écrite, oscillant autour de 50%²⁹), mais sans avoir accès aux copies évaluées, ont émis des doutes quant à la rectitude de l'examen. On ne peut que reprendre leurs postulats qui concernent, entre autres, l'élaboration et la publication des documents d'information sur la (les) stratégie(s) de traduction attendue(s) par le jury³⁰ et sur les détails du système de notation³¹.

La Commission nationale d'examen, organe responsable de cet examen, pourrait s'inspirer de l'expérience des associations professionnelles comme l'ATA qui organise des épreuves pour les traducteurs depuis 40 ans³². Il faut dire que la Commission a déjà entrepris certaines mesures pour améliorer le système existant. Elle projette, entre autres, la publication d'annales présentant les textes à traduire commentés³³. C'est un pas vers la réforme de l'examen, laquelle est très urgente car il s'agit bien d'un examen à enjeux élevés, qui, en tant que tel, devrait être exemplaire et fournir des modèles à suivre, c'est-à-dire des normes de traductions mais aussi d'évaluation des traductions.

²⁷ Voir à ce propos l'ouvrage de Bolesław Niemierko, *Diagnostyka edukacyjna*, PWN, Warszawa 2009, p. 246.

²⁸ N. Paprocka, *op. cit.*, p. 193.

²⁹ D. Kierzkowska, Z. Rybińska, « Ocena jakości tłumaczenia kandydata na tłumacza przysięgłego », [dans:] A. Kopczyński, M. Kizeweter (dir.), *Jakość i ocena tłumaczenia*, Wydawnictwo SWPS Academica, Warszawa 2009, pp. 103–113.

³⁰ L. Zieliński, *op. cit.*, p. 126; J. Dybiec-Gajer, *op. cit.*, p. 147.

³¹ L. Zieliński, *op. cit.*, pp. 127–128; A.D. Kubacki, *op. cit.*, p. 324.

³² J. Dybiec-Gajer, *op. cit.*, p. 150.

³³ A.D. Kubacki, *op. cit.*, p. 199.

PROPER NOUNS AND NORMS IN TRANSLATION.
EXAMPLE OF THE TRANSLATION OF NAMES OF FRENCH AND
POLISH CIVIL COURTS BY THE CANDIDATES FOR THE PROFESSION
OF A SWORN TRANSLATOR

Summary

The aim of this article is to analyze how the names of civil courts are treated in the examination tests for sworn translator candidates in Poland. The analysis is an attempt to distinguish useful norms for the evaluation of the translations performed during the tests. These norms could also be helpful as didactic support for future translators.

Official benchmarks for the evaluation of the exams are presented only in a ministerial order, i.e. in a document which, by nature, remains very general. The only objective way to identify the actual criteria applied by the examination boards is to analyze the results of their evaluation of the examination papers.

The analysis of about sixty examination papers for the French-Polish language pair shows that implicit norms for the translation of French and Polish names of civil courts are often less stringent than those explicitly set out in the published benchmarks for translators. But sometimes, the evaluation board does not accept solutions which comply with the norms of the *Code of Sworn Translator* (the main manual for translators), or the same solution is evaluated differently by the board members. These inconsistencies could be eliminated by entrusting the correction of each paper to two evaluators and forcing them to consult on the evaluation mode before correcting.

The analysis of the results of the evaluation does not allow setting norms that could be used in the guides for the candidates to the profession of a sworn translator, because the evaluation system is deficient.

Our analysis confirms the assumptions of the authors who, on the basis of available data, but without access to corrected examination papers, expressed doubts as to the correctness of the examination. Their assumptions concerning, among others, the development and publication of information on the translation strategy (strategies) expected by the examination boards and on the details of the scoring system, remain known.

Key words: proper nouns, names of civil courts, translation norms, translation assessment, examination for sworn translator in Poland.

ANNEXE 1

Procédés de traduction des noms d'institutions en traduction certifiée

	Procédé	Source	Opinion du jury d'examen
1.	Traduction littérale ³⁴ (<i>zasada dosłowności</i>)	J. Pieńkos, <i>Podstawy przekładoznawstwa. Od teorii do praktyki</i> , Zakamycze, Kraków 2003, pp. 122–123.	accepté
2.	Citation des noms en version originale lors de leur première apparition dans le texte	CTA, p. 53.	tantôt accepté, tantôt rejeté
3.	Citation « des éléments importants du texte » en version originale suivie éventuellement de leur traduction sous la forme d'une note du traducteur entre crochets ; la traduction doit garder la spécificité du système local (prescription qui concerne les noms sur les certificats et diplômes, que l'on peut, par analogie, appliquer à la traduction des noms d'institutions)	CTA, p. 55.	tantôt accepté, tantôt rejeté
4.	Traduction par équivalents formels suivis éventuellement de notes du traducteur qui contiennent les noms originaux, choix d'équivalents neutres dans la situation où le texte peut être utilisé dans plusieurs pays (ex. : Allemagne, Autriche, Suisse)	A.D. Kubacki, <i>Tłumaczenie poświadczone. Status, kształcenie, warsztat i odpowiedzialność tłumacza przysięgłego</i> , LEX, Warszawa 2012, pp. 147, 369.	tantôt accepté, tantôt rejeté

³⁴ J. Pieńkos, *Podstawy przekładoznawstwa...*, pp. 122–123.

ANNEXE 2

Noms de juridictions civiles françaises et polonaises choisies et leurs équivalents

Nom de juridiction	Pieńkos (2002, 2003)	Machowska (2013, 2008)	Betańska (2008)	Jury d'examen
tribunal d'instance	sąd pierwszej instancji	trybunał instancji, sąd instancji [<i>sąd orzekający w sprawach cywilnych mniejszej wagi</i>]	sąd instancji	—
tribunal de grande instance	sąd drugiej instancji	trybunał wielkiej instancji [<i>sąd powszechny pierwszego stopnia orzekający w sprawach, które nie zostały zastrzeżone do kompetencji innych sądów i w niektórych innych sprawach, w których posiada kompetencję wyłączną; odpowiada częściowo sądowi cywilnemu w sądzie rejonowym i częściowo w sądzie okręgowym</i>]	sąd wielkiej instancji	1. sąd wielkiej instancji 2. trybunał wielkiej instancji 3. sąd pierwszej instancji 4. sąd drugiej instancji [équivalent rejeté en 2010] 4. trybunał wyższej instancji 5. sąd okręgowy
sąd rejonowy	tribunal de district	tribunal local	1. tribunal de district 2. tribunal d'arrondissement	1. tribunal de district 2. tribunal d'arrondissement 3. tribunal d'instance 4. tribunal régional 5. tribunal de grande instance (instance régionale)
sąd okręgowy	— sous l'entrée <i>okręgowy</i> : d'arrondissement, de circonscription, régional	1. cour de district 2. cour régionale 3. cour d'arrondissement	cour de région	1. tribunal régional 2. tribunal régional [sąd okręgowy] 3. sąd okręgowy /tribunal de région/ 4. tribunal de département 5. tribunal de district